

Le mois de juin tire à sa fin sur des incertitudes dans le processus de paix au Burundi

PANA, 30 juin 2016 Bujumbura, Burundi - Le nouveau médiateur dans la crise au Burundi et ancien président de la Tanzanie, Benjamin William M̄kapa, n'a pas réussi le pari de réunir les différents acteurs politiques concernés d'une même table avant que ne s'achève ce mois de juin pour vider leur contentieux basé essentiellement sur un dilemme électoral mal résolu entre le pouvoir et l'opposition depuis plus d'un an, note-t-on. Le Conseil national pour la défense de la démocratie/forces de défense de la démocratie (Cndd-Fdd, parti au pouvoir) a enfoncé le clou, jeudi, dans une déclaration publique qui pose le problème de la nécessité de discuter des "mensonges" avec l'opposition.

Lors des élections générales de 2015, l'opposition s'en était retirée pour protester contre leur organisation "consensuelle", laissant la voie libre à une victoire écrasante du Cndd-Fdd à tous les niveaux. L'opposition met aujourd'hui encore en avant la négociation d'un gouvernement de transition chargé d'organiser de nouvelles élections "libres, démocratiques, transparentes, justes, équitables et inclusives" ; ce à quoi répond le pouvoir que ce chapitre a définitivement clos et qu'il faut se préparer plutôt pour les prochaines échéances électorales de 2020. Nommé dernier par la Communauté de l'Afrique de l'Est/East african community (Cae/Eac), le médiateur s'était empressé de mener tambour battant des contacts séparés, d'abord d'abord mai dernier, à Arusha, en Tanzanie, avec des représentants du pouvoir burundais et certains opposants qui n'ont pas fui le pays. Par la suite, le médiateur a fait le déplacement de Bruxelles, en Belgique, d'abord juin dernier, pour écouter, cette fois, les idées de sortie de crise des leaders en exil réunis au sein d'un "Conseil national pour la défense de l'accord d'août 2000", à Arusha, sur la paix et la réconciliation et la restauration de l'Etat de droit" (Cnared, principale plate forme de l'opposition). Une plénière devait suivre dans la dernière semaine de ce mois de juin pour dégager un éventuel consensus sur le différend politique qui a fini par dégénérer dans des violences de masse depuis le mois d'avril 2015. Malgré l'urgence de la situation et la volée manifeste du médiateur, la plénière tant attendue n'a finalement pas eu lieu dans les délais initialement prévus et aucune nouvelle date n'a été fixée pour le moment. Le Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme Jordanien, Zeid Ra'ad El Hussein a sorti un rapport, mercredi 30 juin, qui fait état de près de 350 cas d'exécutions extrajudiciaires, 650 autres cas de torture, ainsi que plus de 6.000 détentions politiquement motivées sur la période allant d'avril 2015 à avril 2016, en les imputant principalement aux agents publics. Le rapport dénonce, d'un autre côté, 134 cas de meurtres qui ont été commis sur la même période par des hommes non identifiés visant des policiers et des civils proches du pouvoir burundais. La crise a donné naissance à plusieurs rébellions armées déclarées qui ne revendiquent toutefois pas encore ouvertement les attaques sporadiques ciblant les corps de défense et de sécurité gouvernementaux et des civils proches du pouvoir. Certains de ces mouvements armés disent attendre l'achèvement des négociations politiques pour sortir du buisson et passer à l'action.